

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 décembre 2019

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 12 décembre 2019
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 24
Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 7
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-neuf, le 21 décembre à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Vincent **POUTIER**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Raymond **MASSE**, Ali **OUATIZERGA**, Christian **SUAU**, Aldjia **SAAIDIA**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Catherine **EYSSERIC** procuration à J-Y Chapelet, Karine **GARDY** procuration à M. Gegielski, Laurence **VOIGNIER** procuration à P. Berthomieu, Carole **BRESCHET** procuration à JC Rey, Murielle **ISNARD** procuration à G. Pages, Yvette **ORTIZ** procuration à Ch. Roux, Anne-Marie **AYMERIC** procuration à JP Navarro

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Michel **AYMERIC**.

Secrétaire de séance : Ghislaine **PAGES**

Jean-Yves CHAPELET : Avant de commencer ce conseil, je voulais vous remercier de vous être rendu disponible ce samedi. Suite à des problèmes informatiques, il a été un peu compliqué de pouvoir vous fournir les documents comptables au bon moment. En tous les cas, avant de commencer ce conseil municipal et je vais parler au nom de l'ensemble des élus ici présents, j'espère que l'opposition s'y associera, je veux remercier Mme Le Ray et tout son service parce qu'elles ont travaillé d'arrache-pied.

Merci à chacun d'entre vous de vous être rendu disponible et merci au service comptabilité d'avoir réussi un tour de force.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 5 octobre 2019**

Serge ROUQUAIROL : On n'a pas le droit d'intervenir sur le fond, mais je voudrais juste rappeler que dans ce procès-verbal il était question d'une intervention de ma part sur quelque chose qui me tient à cœur, le captage de l'eau du Rhône pour venir en aide aux difficultés d'approvisionnement des communes. Puisque l'on n'est pas encore dans le conseil municipal on peut faire un peu de latin peut-être, pour moi ça passe par une formule qui rappelle celle de catiendā rhodanō aqua est. J'y reviens, je suis désolé, c'est une entorse au commentaire sur les procès-verbaux, j'interviens sur le fond, mais on doit capter l'eau du Rhône. C'est l'un de mes derniers conseils municipaux et je souhaite que cette position qui est la mienne soit au moins connue. Je vous remercie M. le Maire.

Jean-Yves CHAPELET : Ce sujet a fait l'objet de grosses discussions lors du séminaire organisé par l'Agglomération et de très belles présentations faites par ABCèze.

Claudine PRAT : Lors du dernier conseil, j'étais intervenue pour vous demander une explication sur des différences dans le budget. Donc, je voulais vous remercier parce que vous m'avez effectivement répondu, simplement que la réponse ne me satisfait qu'à moitié parce que les chiffres ne correspondent pas vraiment car vous dites que vous avez additionné les budgets d'eau et d'assainissement dans la dette, sur le budget de 2020 alors qu'ils n'y seront plus ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est pour ça qu'il y avait l'erreur.

Claudine PRAT : L'erreur c'était d'avoir additionné les budgets ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est ça.

Claudine PRAT : D'accord. Ce n'était pas une explication ?

Serge ROUQUAIROL : C'était bien ce que l'on avait dit en conseil. Que c'était certainement l'addition des budgets.

Jean-Yves CHAPELET : Exactement.

Jean-Yves CHAPELET : Excusez-moi si la réponse n'était pas suffisamment explicite.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Je le mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Budget primitif 2020 et fixation des taux d'imposition**

Michel CEGIELSKI : Le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses. C'est un acte prévisionnel qui peut être modifié ou complété en cours d'exécution par le conseil municipal, notamment pour reprendre les résultats de l'exercice précédent. Le budget se décompose en deux grandes parties : le fonctionnement (la gestion courante) et l'investissement qui est, en fait, le programme d'investissements.

Un des principes d'élaboration du budget est celui de l'équilibre c'est-à-dire que les recettes et les dépenses doivent exactement s'équilibrer et être évaluées de façon sincère.

Voyons dans un 1^{er} temps les principaux points à relever en fonctionnement, ceci dans le chapitre des dépenses. Lors du DOB, nous avons insisté à poursuivre l'amélioration de la maîtrise des dépenses de fonctionnement. J'avais même précisé que notre volonté était de répondre aux préconisations de l'État et de limiter l'augmentation du fonctionnement à 1.1%.

Pour 2020 les prévisions de nos coûts en fonctionnement sont en baisse, ils s'expliquent par :

- Une baisse des charges à caractère général due à un souci constant de contrôle de ses dépenses et due aussi au transfert de la cuisine centrale. C'est un poste important car il s'agit du 2^{ème} poste qui coûte le plus après celui des charges de personnel.
- Les charges de personnel, justement, sont elles aussi en baisse par rapport à 2019. 2019 a été une année de recrutements liés aux Grand Projets Urbains, ANRU, « Cœur de Ville ». Pour 2020, peu de départs sont prévus, 3 à ce jour exprimés. Cependant, il faut tenir compte du transfert de la cuisine centrale vers la Communauté d'Agglomération et les nouvelles modalités de la gestion de l'eau. Ceci dit, nous augmentons de 3 les effectifs de la Police Municipale et renforçons le poste sécurité par l'arrivée en tant qu'expert et conseil d'une personne à temps partiel à savoir l'ancien commandant de la Police Nationale de Bagnols.

A tout cela, nous devons, évidemment, tenir compte du GVT, chose récurrente et du versement transport, 0,6% de la masse salariale, chose nouvelle. C'est pourquoi la gestion de RH demande un suivi régulier et précis et je remercie les services pour leur rigueur.

Voilà les points essentiels concernant la prévision des dépenses en fonctionnement, charges de personnel et charges à caractère général et qui représentent à elles seules près de 80% des dépenses.

Il faut souligner tout de même l'atténuation de l'annuité de la dette, intérêt et capital, de 50.000 € et ceci malgré les 2 millions d'emprunts nouveaux. Enfin, reste à noter le montant de 100.000 € de provisions pour risques et charges ainsi que pour les dépenses imprévues. Nous en avons, aujourd'hui, les moyens. Bien évidemment, si cette somme ne devait pas

être utilisée, elle servirait à l'autofinancement ce qui permettrait ainsi de réduire le montant de l'emprunt.

Vous le voyez, la volonté de poursuivre la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement va permettre encore, pour les années à venir, d'investir dans notre cité, de la développer, de la rendre plus dynamique et plus sûre.

Après avoir commenté les prévisions de dépenses en fonctionnement, voyons à présent celles des recettes et dont les principaux éléments sont :

- Les impôts et taxes et notamment les impositions directes qui voient une augmentation prévisionnelle des bases estimée à 2%. Elle a été pour 2019 de 2.1%. Un mot aussi sur la TH dont la compensation de l'État est basée sur l'année 2017.
- La baisse des recettes et produits de service est essentiellement due au transfert de la cuisine centrale à l'Agglo.
- Les autres recettes importantes sont les dotations et les subventions. On ne connaîtra qu'en mars le montant de la DGF et de la DSU, reste qu'elles ont été estimées, ici, au plus juste. Bien sûr, il pourra s'ajouter à nos recettes le résultat de l'exercice antérieur une fois connu lui aussi.

Pour clore les commentaires liés au fonctionnement, il reste à faire remarquer l'importance du résultat en excédent de fonctionnement qui est de l'ordre de 2.500.000 € et qui représentent notre capacité d'autofinancement. Cet excédent, comme vous pouvez le voir, est reporté en recette d'investissement, il contribue ainsi à investir tout en maîtrisant l'endettement.

Après avoir vu nos augmentations budgétaires en fonctionnement, reste celles en investissement. Cette section présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours, et est par nature celle qui a vocation de modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité. 7.790.000 € de travaux sont prévus cette année. Ce sont là les gros travaux enclenchés et qu'il faut continuer. A cela s'ajoute, ceux obligatoires et obligés, tels que ceux de réseaux et voiries, plus de 2 millions, de bâtiments communaux et d'urbanisme.

Je laisserai le soin à M. le Maire, s'il le souhaite, de développer mais je tiens à souligner que jamais il n'a été présenté une telle capacité à investir. Je voudrais préciser que sur les 7.790.000 € portés au BP, 650.000 € ne sont pas attribués. Ils seront, si j'ose dire, à la disposition de la prochaine équipe municipale afin qu'elle puisse répondre aux lignes de son programme électoral.

En plus des dépenses d'équipement, notons la baisse continue de nos emprunts et dettes, près de 6% de baisse cette année. Ces efforts d'investissements sont compensés par des recettes, un emprunt de 3 millions est inscrit au budget, il pourrait être réduit comme vu précédemment. C'est notre bonne santé financière et notre capacité d'autofinancement, liées à des taux d'intérêts bas qui encore permet ce recours.

Notons encore l'augmentation du FCTVA, plus 27%, elle est logique car liée aux précédents investissements.

A cela, il nous faut remarquer une hausse de +22% des subventions dues notamment aux actions « Cœur de Ville », FISAC et ATI FEDER ainsi que la nouvelle dotation liée à la politique de la ville.

En résumé, c'est un budget toujours volontariste avec une estimation des recettes et des dépenses justes, sincère et véritable et établi toujours selon une double orientation : Stabilisation et suivi rigoureux des dépenses de fonctionnement, volonté de changer la ville

par les investissements en travaux de sécurité et d'embellissement et d'amélioration du cadre de vie.

Merci, une fois de plus, à mes collègues pour leur compréhension des priorités faites. Grand merci aux services tous confondus, sans oublier le rôle essentiel des services ressources humaines et financiers dans le suivi et le contrôle des dépenses et puis merci à vous de m'avoir écouté.

Jean-Yves CHAPELET : Merci M. Cégielski pour tout le travail que vous avez fourni et surtout pour votre rapidité. J'avais fixé une deadline qui était de voter ce budget sur cette fin d'année. Encore une fois, c'était une volonté, pourquoi ? Parce que tout simplement dans le temps qui va nous être imparti à partir du 1^{er} janvier on aura un conseil municipal et après on aura les élections. Ce qui veut dire que le 1^{er} conseil municipal qui s'intéressera au budget, en dehors de toute la mise en place des nouveaux conseils, ne pourrait se dérouler qu'au mois de mai dans le meilleur des cas. Donc, il fallait vraiment que l'on ait ce budget voté pour pouvoir faire en sorte que les services et que les projets qui sont en cours puissent continuer.

Christian ROUX : Merci M. le Maire. Je voudrais rebondir un petit peu sur ce qu'a dit Michel Cegielski quand il a parlé de développement de la cité, de capacité à investir, de travaux à engager, et plus particulièrement sur les différents dispositifs « Cœur de Ville », ANRU. Je trouve qu'en fait les dispositifs s'imposent à la collectivité et non pas la collectivité qui impose, si vous voulez, et fait remonter l'analyse et le véritable besoin de la population et les besoins de la ville de Bagnols. Ce qui me semble nécessaire, si vous voulez, c'est que la participation des citoyens, la participation des usagers, la participation des commerçants, des entreprises, aurait été nécessaire, me semble-t-il, en amont, si vous voulez, des différents projets que vous avez lancés. Voilà ce que je voulais dire par rapport à ces différents dispositifs et je m'étonne aujourd'hui, par exemple, que l'avenue Paul-Langevin n'ait pas été intégrée dans le projet « Cœur de Ville ». Je pense que si, effectivement on avait renversé un peu le modèle, le boulevard Lacombe et l'avenue Paul-Langevin auraient été intégrés dans le projet « Cœur de Ville ».

Concernant les recettes, vous avez parlé de l'autofinancement. Je rappelle simplement que sur les sommes liées à l'autofinancement, il y a une grosse part aussi de recettes qui est liée à l'augmentation des taxes locales que vous avez engagée il y a trois ans. Voilà ce que je voulais dire par rapport au budget. Sur le report du vote du budget après les élections, vous nous avez expliqué pourquoi vous avez préféré faire voter le budget avant les élections municipales.

Claudine PRAT : Vous avez parlé des frais de personnel qui sont en économie de façon importante. Sur 2019, il y a déjà 6 mois d'activité de la cuisine centrale qui ont été transférés à l'Agglo ce qui représentait déjà une économie de près de 100 000 €. Donc, cette économie, se double sur l'année 2020 ce qui représente à peu près 300.000 € d'économies. On a la taxe de versement transport, on a le PPCR qui se renouvelle ce qui fait que, grosso modo, on est stable, ce n'est pas une économie, c'est une stabilité.

Ensuite, j'aurais voulu avoir des renseignements sur les budgets qui ont sensiblement variés d'une année sur l'autre. Par exemple, sur les prestations de services, on a 25.000 € d'économies sur la Cuisine Centrale mais par contre il y a 25.000 € de plus sur le budget de fonctionnement, ce qui nous fait 50.000 € de plus. De même, vous avez augmenté la

dotation pour les entretiens, réparations, de 60.000 € par rapport à l'année dernière. Est-ce qu'il y a des besoins particuliers ? Sur les autres contributions obligatoires, pouvez-vous nous préciser ce que cela concerne parce qu'il y a une grosse augmentation de 150.000 € ? 600.000 € d'écart sur les mises à disposition de personnel, remboursements de frais si l'on additionne les 3 postes cela fait 600.000 € de moins en recettes donc est ce que c'est intégralement lié à la Cuisine Centrale ou est ce qu'il y a une autre raison particulière ? Sur l'investissement, vous avez parlé d'un investissement sur la voirie et les bâtiments publics de 2.400 000 millions mais c'est une baisse de 2.400 000 millions. Tout l'effort d'investissement se porte sur les études et constructions nouvelles, ce qui fait que voirie et bâtiments publics on met de côté et on met à fond sur études et constructions surtout sur le plan de rénovation urbaine.

Jean-Pierre NAVARRO : Bonjour à toute l'assistance. Je suis joyeux cette année parce que le Père Noël est passé pour moi avec un peu d'avance. Il m'a fait cadeau du budget primitif que vous m'avez toujours refusé. J'ai ainsi pu avoir facilement accès aux informations statistiques, fiscales et financières me permettant de situer l'état de nos finances par rapport aux villes d'égale importance composant la strate.

Je constate d'abord, avec tristesse, que la population est stagnante, en nombre, depuis des décennies et a même amorcé une décroissance depuis 3 ans. Pas bien importante il est vrai, de l'ordre de 0.2% mais la décrue humaine est amorcée quand même, bien que notre ville se situe dans un cadre agréable et possède des structures hospitalières et scolaires, un tissu associatif important avec en plus une magnifique médiathèque, le musée de peinture Albert-André, je ne vais pas parler de l'église, on en parlera peut-être bientôt, et tant d'autres atouts. Tout cela devrait inciter des familles ou des retraités à venir s'implanter ici. Que sont devenus les panneaux « Bagnols sur Cèze, 6.000 enfants de Pierre Boulot » ? Que sont devenus tous ces 6.000 enfants ? Ils ont dû faire des petits. Où sont-ils ? Ils sont tous partis ailleurs chercher le calme et le boulot. Notre rue de la République fait peine à voir, et dans les supermarchés environnants les charriots s'entrechoquent. « Plus triste ma ville », dans cette foule, rares sont les sourires. Pour le reste, sur quelques points, nous avoisinons la strate sauf, encore et toujours, en matière d'endettement. Chaque Bagnolais se trouve endetté de 1.276 € soit 18% de plus que les habitants des villes comparables. L'encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement se pavane à 26% au-dessus de la moyenne, c'est encore beaucoup trop.

En 2018, selon votre volonté affichée de désendettement, je vous ai déclaré : « continuez dans ce sens et l'effet ciseau, par rapport à la strate, se produira à la fin de votre mandat ». Hélas, nous en sommes encore beaucoup trop loin. A l'heure actuelle, je m'en mords la langue et je regrette ce que j'ai dit.

Pour finir, je tombe sur la ligne 6 « statistiques » qui me laisse pantois. Il s'agit de la DGF sur la population. Chaque Bagnolais reçoit la somme de 316 € alors que pour l'ensemble de la strate, les autres citoyens ne perçoivent que 198 €, soit un écart de 59,6. A ce stade, je me pose une question. A l'instar de Moïse suffit-il de se mettre en marche vers la terre promise pour que la manne tombe du ciel Jupitérien ? Je vous remercie de votre attention.

Claude ROUX : Mme Prat a dit déjà pas mal de choses que je voulais dire. Je voudrais, simplement pour ma gouverne, savoir ce qu'est un GFP.

Jean-Yves CHAPELET : Groupement à Fiscalité Propre, c'est-à-dire l'Agglo.

Claude ROUX : Car, que ce soit en dépenses de fonctionnement ou en recettes de fonctionnement, entre l'année dernière et cette année il y a des écarts assez conséquents. Je remarque les 392.000 € sur les remboursements de frais. Sur les autres contributions obligatoires, comme Mme Prat, j'aurais aimé savoir ce qui justifie les 150.000 € d'augmentation ? Sur les recettes, je constate une grosse perte de recettes dans les produits de services d'à peu près 600.000 € d'écart. Qu'en est-il ?

Serge ROUQUAIROL : En préambule à cette intervention, et ce sera ma seule intervention de tout le conseil parce que je comprends bien les raisons qui vous ont amenés à décaler le conseil et bien évidemment, je vous accorde les excuses que vous demandez sur cette question. Je comprends toutes les difficultés qu'il y a à réaliser cet exercice pour avoir tenté de le réaliser moi-même plusieurs années. C'est compliqué, surtout quand on le fait avec un peu plus d'avance sur le calendrier. Mais en même temps, c'est honnête de votre part et c'est très bien que vous ayez pu, justement, proposer un budget qui laisse la porte ouverte à l'exercice de la démocratie locale et directe que sont les élections municipales. Cependant, mon week-end étant depuis longtemps réservé pour une réunion familiale de plusieurs jours et ne voulant pas manquer à mes obligations familiales, une fois voté cette question, je quitterai le conseil et je vous prie de m'en excuser. Je donnerai ma procuration à Mme Prat.

Mon intervention portera sur plusieurs points. Un point qui a été rappelé incidemment dans une des interventions précédentes. Les différents travaux de l'Agglo dans le domaine de l'urbanisme et de tous les documents opposables que l'Agglo et les communes sont obligées de présenter en ces termes, font état de 1.1% d'augmentation de la population à l'échelle 2022, 2023. A l'évidence, ce 1.1% sur lequel beaucoup de monde est intervenu dans les différents conseils, ne sera pas atteint même si, effectivement, dans certaines communes il y a peut-être un peu plus de dynamisme de population que chez nous. Nous nous rendons compte que nous marquons le pas, c'était peut-être prévisible mais en tout état de cause, le fait que l'on constate des difficultés n'aura pas privé une équipe municipale d'ambitions pour sa ville donc je ne vais pas polémiquer sur ce chiffre. Je dirai simplement que c'est un objectif qu'il serait agréable que nous atteignions. Ce n'est pas le cas à ce jour.

Deuxièmement, je vais revenir sur ce qui a été indiqué par M. Cegielski et sur lequel M. le Maire était déjà intervenu, à savoir les différents effets d'aubaine qui encadrent ces exercices budgétaires depuis, on va dire, à peu près 2 à 3 ans. Ces différents effets d'aubaine sont importants, on le sait, en termes de dotation globale de fonctionnement, en termes de dotation de solidarité urbaine. Nous avons d'autres financements complémentaires très importants qui viennent abonder nos recettes de façon très intéressante car s'il n'y avait que les effets d'aubaine et que derrière il n'y ait pas d'effort particulier, ce serait du gaspillage finalement alors que vous nous avez présenté et certifié par différents comptes administratifs, des efforts de gestion et une volonté de réduire la dette qui, certes, n'est pas astronomique mais qui commence à payer et qui commence à avoir des effets réels sur cet exercice budgétaire.

Pour aller aux ressources, je suis d'accord avec ce qu'a dit Christian, on n'a parfois l'impression que l'on fonctionne dans, je dis bien l'impression, que l'on fonctionne dans le mauvais sens, c'est-à-dire que l'on ne part pas des exigences de la ville mais on part des critères de l'État. En gros, pour faire simple, dans tous les plans de compléments de

financements, en particulier en termes d'urbanisme et ce qui rend la chose palpable et à la limite caricaturalement visible, c'est le fait que l'on soit obligé bien souvent de passer par un jargon qui nous donne envie de vomir quand on le pratique et qui pourtant est celui à travers lequel on passe dans les arcanes des différentes possibilités de subventions pour les opérations d'urbanisation en général mais pas uniquement, les opérations d'aide sociale, les opérations d'intervention dans les milieux sociaux et culturels qui sont fondamentales, qui sont au cœur des opérations de politique de la ville en particulier. Je dois reconnaître que ça donne des frissons parfois, surtout quand on aime le français tel qu'on le parle mais il n'empêche que, je crois qu'à travers cette volonté qui a été nette dans un certain nombre de domaines, d'aller à la recherche des subventions et bien on arrive à des compléments de financements très importants et on arrive à donner à l'intervention publique une puissance de feu qui est significative et cette puissance de feu moi je l'ai trouvée, quand même, dans la pratique, dans trois aspects qui sautent aux yeux des Bagnolais. Je passe tous les jours à Bourg-Neuf et même si c'est encore en chantier, j'y passe, passez moi la familiarité, comme « un pet sur une tringle à rideau », j'ai bien dit passez-moi la familiarité, j'y passe comme un rien, je vois que les gens y passent tranquillement et je vois que c'est une réalisation qui sera effectivement très positive pour la ville. L'autre aspect, le financement est derrière nous en partie et il n'a pas été que celui de la ville, l'autre aspect c'est la réussite exceptionnelle de la restauration de l'église et de la place de la Vierge, une réussite importante dont, je pense, tout le monde doit se féliciter, croyants, non croyants, et dont tout le monde se félicite.

Et puis il y a un autre aspect que nous avons abordé lors du débat d'orientations budgétaires qui est celui de l'augmentation de l'impact de la vidéo surveillance, aussi bien sur le plan technique et je l'espère aussi avec une présence humaine plus importante et avec une régularité, en tous cas c'est ce que nous avons appelé de nos vœux, et je crois que vous avez été plusieurs fois à répondre positivement aux demandes de l'opposition. Donc moi, outre que je rajouterai que l'on doit capter l'eau du Rhône et qu'à travers les futurs budgets il faudra y penser, je pense, je dirai que les efforts qui ont été effectués m'ont personnellement convaincu, que là-dessus évidemment nous avons, je pense, une liberté de vote à l'intérieur de notre groupe, nous en avons plusieurs fois fait la preuve. Personnellement, je voterai ce budget pour les raisons principales que je viens d'indiquer et je vous remercie de l'avoir présenté avec autant de clarté.

Jean-Christian REY : J'interviendrai juste parce que l'Agglomération a été citée à plusieurs reprises dans les diverses interventions et principalement autour de la cuisine centrale. Effectivement, il y a des économies sur le volet RH qui représente 350.000 € approximativement. Je répète parce que j'entends la petite musique, pas ici, ailleurs, mais des fois à l'extérieur, qui confie davantage à l'incompétence ou à la politique politicienne qu'à la réalité. Ce qui n'est pas notre cas ici. Donc, la cuisine centrale, le salaire plus la matière première, divisés par le nombre de repas vendus, donne le prix du repas et donc c'est un service totalement équilibré et d'ailleurs Mme Prat parlait de la réduction des dépenses en termes de RH et vous avez parlé de la disparition de la recette qui était exactement équivalente. C'est juste pour bien préciser qu'il n'y a pas d'économies sur le dos des uns ou des autres contrairement à d'autres projets peut-être, en tous cas celui-là, c'est quelque chose de totalement équilibré.

Jean-Yves CHAPELET : Il est rare que je remercie l'opposition, mais d'avoir une opposition constructive, je le dis avec honnêteté, ce n'est pas un trait d'humour, tous les échanges que nous avons eus ont été des échanges constructifs avec bien sûr le travail de la majorité. Je pense que l'on peut être fier des débats que nous avons eus dans cette enceinte et je vous en remercie.

En 2019, nous avons reçu les chiffres du recensement 2017 puisque vous le savez nous fonctionnons au N-2 et donc la commune s'est agrandie de 66 habitants en une année, en 2017. Encore une fois, vous le savez, je donne des chiffres qui sont vérifiables, il suffit d'aller sur le site de l'Insee et 2017 c'est 66 habitants en plus. Sans être grand visionnaire, les chiffres qui arriveront devant nous qui correspondront à 2018 et 2019 devraient avoir cette même progression ce qui me rassure parce que quand on regardait les chiffres d'ouverture de compteurs électriques, de compteurs d'eau, on avait quelque chose qui ne fonctionnait pas sur la même pente. Donc, je tenais à vous le dire, ce ne sont pas mes chiffres, ce sont les chiffres de l'Insee.

Sur les effets d'aubaine, je réfute le terme « effets d'aubaine », que ce soit le Député, la Conseillère régionale ou le Président d'agglomération, c'est ce que j'appelle le travail en meute qui paye car le « Cœur de Ville » ce n'était pas gagné, l'ANRU il a fallu aller chercher les subventions avec les dents, le FISAC il a fallu aller chercher les subventions avec les ongles et les crédits ATI FEDER, si l'Agglo et la Région ne s'étaient pas mobilisées on regarderait passer le train donc ce ne sont pas des effets d'aubaine, c'est du boulot de fond et quand je parle de travail en meute, c'est vraiment cela.

Après, est ce que la ville fait du suivisme ou est moteur sur ces effets-là, je pourrais en parler pendant des heures, la réalité vient d'être énumérée. Est-ce que refaire Bourg Neuf c'est faire du suivisme ? Est-ce que refaire l'église c'est du suivisme ? Est-ce que reprendre le projet de la pyramide c'est du suivisme ? Est-ce que le pôle d'échange multimodal qui va commencer devant la gare, c'est du suivisme ? Est-ce que la navette que nous avons inaugurée hier c'est du suivisme ? Je n'ai pas l'impression de faire du suivisme, j'ai plutôt l'impression que l'équipe qui m'entoure est plutôt moteur et nous essayons d'être intelligents et nous essayons d'aller chercher ce qu'il y a de mieux dans les aides et puis c'est notre volonté de tout modifier.

M. Navarro, vous savez toute l'amitié que j'ai pour vous mais je vous encourage, si vous avez le temps, à venir avec moi et on fait la rue de la République. Je la monte et je la descends deux fois par jour à peu près depuis le début des vacances de Noël. Je ne suis pas en campagne électorale, je ne viens pas présenter mon candidat et rentrer et sortir des magasins en catimini, je le fais à ma façon. Hier soir encore, j'avais plutôt l'impression d'avoir des commerçants heureux qui m'ont offert à peu près le café partout, d'avoir du monde, d'avoir des festivités, on s'est rappelé la grande braderie, on s'est rappelé les médiévales. Hier soir je faisais un discours avec la présidente de l'association des commerçants et croyez moi ce qu'elle a dit n'était pas vain, c'est une réalité. On ne doit pas vivre sur la même planète.

M. Christian Roux, vous m'avez parlé de l'oubli de la rue Paul-Langevin dans le dispositif « Cœur de Ville ». Si vous regardez la présentation qui a été faite dans le dispositif « Cœur de Ville », cela s'appelle l'ORT. Je vais rappeler ce qu'est l'ORT parce qu'à priori il faut bien se souvenir de quoi on parle. C'est le périmètre où vient s'inscrire l'opération « Cœur de Ville » et dans cette opération, la rue dont vous parlez fait l'objet de toutes nos attentions et a fait l'objet d'un programme, au même titre que la priorisation de Bourg-Neuf et vous en avez le résultat, au même titre que la place Bertin-Boissin. Je ne vais pas le faire

maintenant avant les élections mais nous essaierons de le présenter au bon moment mais en tous les cas, les plans et la concertation avec les commerçants et les riverains ont été faits et elle va continuer. Chaque chose en son temps, mais surtout maîtrisons nos dossiers parce que si vous regardez l'opération « Cœur de Ville » il y a longtemps que l'on a annoncé que cela en faisait partie.

Je vais être encore obligé de faire de la redite. Les chiffres sont têtus, je n'y peux rien. Sur la DGF, vous m'avez parlé de 160 € par habitant et que l'on est à 300, même 500, j'en serais encore plus heureux. Donc cet effet ciseau, en fin de compte, il se fait.

Les frais de personnel, je pense que M. Cegielski vous a répondu et M. le Président de l'agglomération vient de vous compléter la réponse. Quand on est, aujourd'hui, dans la situation économique qui nous entoure, avec des frais de personnel fixes, qui ne bougent pas depuis des années, c'est à l'euro près je le rappelle, c'est sans le GVT, que voulez-vous on gère du personnel de mairie, le personnel de mairie est fonctionnaire territorial, il a un statut, c'est quelque chose d'important. Au fur et à mesure des départs en retraite on essaye d'améliorer. M. Cegielski vous l'a expliqué tout à l'heure, c'est un acte volontaire, c'est un acte de management mais aussi de politique du personnel. Nous venons de créer 3 postes de policiers municipaux, un conseiller en sécurité publique, mais on joue à enveloppe constante, c'est un travail quotidien, avec Mme Crépieux et les services. C'est toutes les semaines que l'on se pose la question, comment peut-on faire ? Comment peut-on faire pour mutualiser au mieux avec l'Agglomération ? Comment peut-on réduire nos coûts ? Il n'y a pas de solution miracle, on le fait au jour le jour.

Je voulais vous dire que j'ai plutôt l'impression qu'aujourd'hui et vous en avez tous convenu dans vos interventions, et je vous en remercie, que la santé financière de cette commune aujourd'hui est exemplaire. Je l'ai dit la dernière fois, je ne peux pas le diffuser parce que la Chambre Régionale des Comptes aujourd'hui n'a pas rendu son rapport mais nous venons de renvoyer nos remarques. C'est dommage parce que j'aurais adoré diffuser le premier volet. Je pense que d'une façon unanime, nous sommes reconnus pour notre sérieux de gestion, pour notre désendettement, pour la modification de nos investissements. Je ne vais pas présager de ce que sera l'avenir mais en tous les cas si je suis encore là, je serai heureux de vous présenter ce rapport et si c'est quelqu'un d'autre j'espère qu'il sera suffisamment honnête pour bien présenter ce que sera le rapport de la Chambre Régionale des Comptes.

Voilà c'est le dernier budget de cette mandature. J'ai été très fier d'être 1^{er} adjoint, adjoint aux finances et Maire de cette commune. Je ne vais pas vous parler du fonctionnement, je pourrais le commenter mais, comme vous l'avez dit Mme Prat, c'est souvent de la technique, des écritures, mais il y a aussi du politique derrière. Ce que je voulais vous dire c'est que sur l'investissement j'ai voulu aussi, de façon marquée, c'est-à-dire rester avant tout un élu de la République. Si vous regardez bien il y a une enveloppe de 650.000 € en investissement qui n'a pas été ventilée. L'équipe qui arrivera derrière, quelle qu'elle soit et je dis bien quelle qu'elle soit, je respecte la République, arrivera avec un programme électoral qu'elle voudra développer et il m'appartenait aujourd'hui de ne pas ventiler cette somme.

J'y tenais, je remercie chaque élu qui m'entoure pour sa motivation et sa volonté car je sais que j'ai été assez castrateur pour beaucoup d'entre vous donc je m'en excuse publiquement mais la continuité républicaine veut que ça se passe ainsi et j'y tenais. C'est ma phrase de conclusion.

Dernier point, vous m'avez questionné sur les 600 K€. C'est le travail que l'on fait au quotidien avec l'Agglomération et ce n'est jamais le même chiffre. Si vous les comparez d'année en

année, il dépend de ce que l'on rembourse à l'Agglo et de ce que l'Agglo nous rembourse donc ce chiffre évolue quasiment en permanence.

Claudine PRAT : Si je peux simplement me permettre, c'est écrit mais c'est bien de le dire, les taux d'imposition de la commune ne vont pas bouger ?

Jean-Yves CHAPELET : Mme Prat vous me faites un vrai plaisir.

Claudine PRAT : Vous voyez que je connais mes dossiers aussi.

Jean-Yves CHAPELET : Décidemment on va finir ce mandat à peu près tous d'accord. Les taux d'imposition ne bougeront pas et je le répète, je l'avais déjà annoncé au DOB, ils ne bougeront pas pour plusieurs raisons. D'abord, nous n'en a pas besoin car je le rappelle pour 1€ investi aujourd'hui, on reçoit en face à peu près quel que soit le dispositif entre 1.5 € et 1.6 € donc ce n'est pas la peine. Deuxièmement, sur les 3 taux que nous votons, nous avons les taux les plus faibles du Gard pour les villes supérieures à 10.000 habitants. Enfin, aujourd'hui l'État fait en sorte que 80% des foyers ne vont plus payer la taxe d'habitation et donc ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut faire évoluer les taux, ça n'aurait aucun sens.

On vote budget par budget.

I - Budget principal : **adopté à la majorité – 5 oppositions** (Ch. ROUX, Y ORTIZ procuration à Ch. ROUX, C. PRAT, JP NAVARRO, A-M AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

Les taux des impositions directes : **adoptés à la majorité – 2 oppositions** (JP NAVARRO, A-M AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

II - Budget Zones d'activités : **adopté à l'unanimité**

III - Budget de la Caisse des Ecoles : **adopté à l'unanimité**

Départ de M. Rouquairol qui donne procuration à Mme Prat.

Question n° : **03**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
1 poste de technicien principal 1 ^{ère} classe à temps complet		- Départ par mutation et recrutement par l'agglomération avec mutualisation du poste
2 postes de technicien principal 1 ^{ère} classe		- Transfert de personnels suite au transfert de la compétence Eau et Assainissement
1 poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 18h30		- Modification de la quotité de temps de travail suite à recrutement sur un poste publié en interne et créé au conseil d'octobre
	1 poste d'adjoint d'animation à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires	- Pérennisation de poste

Question présentée au comité technique du 3 décembre 2019 ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Christian ROUX : J'ai une question par rapport au poste de la Directrice Générale des Services. Est-ce que ce poste aurait basculé en plein à l'Agglomération ?

Jean-Yves CHAPELET : Mme la DGS est à temps complet à l'Agglo, elle est mutualisée suivant une convention à 50% à la mairie de Bagnols et 50% à l'Agglomération mais elle est employée à l'Agglo.

Christian ROUX : Donc on reste sur la convention, il n'y a pas de volonté de muter définitivement à l'Agglomération.

Jean-Yves CHAPELET : C'est une décision qui m'appartient et au Président de l'Agglomération et qui ne regarde que le maire de Bagnols. M. le Président de l'Agglo, vous voulez rajouter un mot ?

Jean-Christian REY : Je remercie notre Directrice Générale des Services parce que ce n'est pas tous les jours que l'on trouve quelqu'un qui travaille entre 70 heures et 80 heures par semaine et qui, elle, connaît la totalité de ses dossiers contrairement à des interventions précédentes qui les connaissent beaucoup moins. Merci Mme la Directrice de votre dévouement et de votre travail.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ?

Jean-Pierre NAVARRO : Pour les 4 questions qui vont de 3 à 6, je suis contraint de m'abstenir pour le moins.

Jean-Yves CHAPELET : Pourquoi contraint ?

Jean-Pierre NAVARRO : Je suis contraint. Si vous me demandez pourquoi je peux vous le dire. Je peux vous le dire mais il vaut mieux ne pas exposer ce genre de polémique en public étant donné les relations qui me divisent contre ... elle ne peut pas me voir. Donc si elle ne peut pas me voir, je ne vais pas me mêler de ses affaires, tout simplement. C'est clair, net et sans bavure. Je me demande si elle peut voir quelqu'un d'ailleurs. Je lui souhaite un prompt rétablissement.

Jean-Yves CHAPELET : M. Navarro, tout ce qui se passe ici est transparent. Ici c'est un espace où la démocratie s'exprime. Régulièrement nous nous envoyons des piques, mais par contre, sachez que tout le monde est respecté au sein de cette enceinte. La Directrice Générale des Services est quelqu'un qui a l'avantage de bien connaître ses dossiers comme vous venez de le dire M. le Président et puis surtout d'être d'une intégrité extraordinaire. C'est quelqu'un que je côtoie depuis des années, c'est quelqu'un qui travaille et dont le travail dépasse largement le cas. Quand on se veut être candidat au poste de Maire, il faut maîtriser ses dossiers c'est évident et il faut une honnêteté intellectuelle. J'ai cette honnêteté et je reconnais que Mme la DGS est souvent à mes côtés et les 50% ne sont que des chiffres.

Quand vous posez ce type de question, vous en avez tout le droit, mais vous laissez supposer ou insinuer. Pourquoi pas ? Je vais essayer de mettre un fleuret moucheté bien que je n'en ai pas trop envie. Quand on veut être Maire et je vous le souhaite, je vous souhaite vraiment de devenir Maire le plus tard possible, il faut une honnêteté, il faut faire attention à soi, à son comportement, il faut faire attention aux gens qui vous entourent. Mme Delaunay fait partie des gens en qui j'ai une entière confiance, plus qu'une confiance et surtout elle m'entoure en permanence et je regarde tout ce qui se passe dans cette équipe. Tout récemment, M. Christian Roux, a eu lieu un repas organisé par le Comité des Œuvres Sociales de la mairie de Bagnols, ce sont des bénévoles qui viennent, ce sont des bénévoles qui s'investissent sur leur temps, qui sont là pour aider les autres. Le COS

s'adresse aux retraités de la mairie, aux salariés de la mairie et à leurs conjoints et conjointes, aux élus et à leurs conjoints. Au dernier repas du COS, Mme Delaunay et moi-même, étions à l'entrée, et chacun ici a pu le constater, à aider ces bénévoles, à distribuer des tickets, à récupérer les chèques, ce qui nous a pris un temps infini. Nous ne sommes pas obligés de le faire et nous l'avons fait, cela s'appelle de la solidarité, cela s'appelle de la confiance. Quand vous êtes arrivé, vous étiez invité, pour prendre l'apéritif, vous avez votre place. Par contre les gens qui vous accompagnaient n'ont rien à faire là, ils n'ont pas à être présents. Qu'ils rentrent encore dans la salle, qu'ils oublient de prendre des tickets de tombola au passage ce n'est pas grave, qu'ils viennent prendre l'apéritif mais qu'en plus ils aillent s'asseoir pour manger, là vous êtes responsable. Quand on est Maire, il faut faire attention à ça parce que dans la salle j'ai passé mon temps à expliquer aux bénévoles qu'il y avait des exceptions et pourquoi il y avait des exceptions. Alors je voulais vous le dire, je vous le dis publiquement, faites attention aux gens qui vous accompagnent, vous en êtes responsable et je ne l'ai pas vérifié mais j'espère et je ne le vérifierai pas parce que je ne veux pas mais j'espère que quand ils sont partis, ils ont fait un chèque pour le repas qu'ils ont pris. En tous les cas, pour l'instant, je ne l'ai pas vu en comptabilité.

Christian ROUX : Je peux répondre ?

Jean-Yves CHAPELET : Vous pouvez répondre.

Christian ROUX : Concernant le poste de la DGS, je ne juge aucunement les personnes. Je demande que vous m'expliquiez l'organisation. Je ne me suis jamais permis de critiquer quoi que ce soit.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous l'ai expliqué.

Christian ROUX : Concernant les repas, moi mon repas a été payé.

Jean-Yves CHAPELET : Ceux qui vous accompagnaient n'avaient rien à faire dans cette salle.

Christian ROUX : Je n'ai invité personne. Je ne leur ai pas demandé de rester au repas.

Jean-Yves CHAPELET : Alors comme à priori, ils vous entourent de très près, vous aurez l'amabilité de leurs proposer qu'ils fassent le chèque pour rembourser les repas.

Christian ROUX : Pour revenir sur les postes, je suis en droit de demander comment sont répartis les postes, la charge de travail ?

Jean-Yves CHAPELET : Vous avez tous les droits M. Roux.

Christian ROUX : Non je n'ai pas tous les droits.

Jean-Yves CHAPELET : Y compris d'être exemplaire quand vous voulez vous présenter à l'élection du maire.

Christian ROUX : En tous les cas, je ne me permets pas de juger qui que ce soit. Tout le contraire, je reconnais le travail qui est fourni par la DGS et sa compétence. Simplement, je suis en droit de demander comment l'organisation est calée.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous ai répondu.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP Navarro, AM Aymeric procuration à JP Navarro)

La question n°3 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Contrats d'apprentissage - Rentrée 2020**

1/Note synthétique de présentation :

La délibération n° 2019-06-043 du 29 juin 2019 a défini le programme d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2019.

Il est proposé de compléter ce programme par 2 nouveaux contrats d'apprentissage en BPJEPS « activités pour tous ».

Question présentée au Comité technique du 3 décembre 2019 et à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Pour votre gouverne, sachez que dans le Gard il y a 37 contrats d'apprentissage qui ont été faits cette année et à Bagnols nous en avons 20.

Claude ROUX : Les 2 recrues sont de Bagnols ou du territoire de l'Agglo ?

Jean-Yves CHAPELET : Oui.

Claude ROUX : Merci.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP Navarro, AM Aymeric procuration à JP Navarro)

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès du club sportif
« Football Club Bagnols-Pont »**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de mettre à disposition auprès du club sportif « Football Club Bagnols-Pont » un employé municipal pour l'entraînement des jeunes le mercredi après-midi de 13h30 à 17h00 pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 13 juin 2020 hors périodes scolaires et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Claude ROUX : J'ai appris dans la semaine qu'un Bagnolais jouait en professionnel à Nantes. Il serait bien quand il y a des jeunes qui performant ainsi de les mettre au rang public.

Jean-Yves CHAPELET : Lors de l'assemblée générale du FCBP qui a eu lieu à Pont Saint Esprit il a été mis en exergue par la Présidente du FCBP.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Comité des Œuvres Sociales de Bagnols-sur-Cèze : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

La commune s'investit à travers le CHSCT dans un programme d'actions de santé au travail à destination des agents municipaux.

Dans ce cadre, il est proposé en complément, un soutien aux projets sportifs d'agents municipaux qui participent à des courses telles que la « Corrida de Noël » ou des semi-marathons et de verser une subvention au Comité des Œuvres Sociales de la ville pour la prise en charge partielle de certains frais (inscriptions, déplacements..).

En contrepartie, les agents porteront les couleurs de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 1 000 € au « Comité des Œuvres Sociales » de la Ville de Bagnols-sur-Cèze.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Je voulais remercier le chef de service des espaces verts qui a mis cette action en route et qui fédère énormément les équipes au sein des services techniques ainsi que quelques entreprises voisines qui viennent maintenant s'entraîner avec ce personnel.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP Navarro, AM Aymeric procuration à JP Navarro)

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **P. BERTHOMIEUX**

Objet : **Jeune Chambre Economique : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de l'action internationale World Clean up Day, journée mondiale consacrée au nettoyage de la planète, la Jeune Chambre Economique de Bagnols-sur-Cèze et du Gard rhodanien a organisé le 21 septembre 2019 une action de nettoyage d'une partie de la Cèze.

Il est proposé d'attribuer à la Jeune Chambre Economique une subvention de 1 000 € pour cette journée d'action.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **OGEC du lycée Sainte-Marie : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

Un groupe de 16 élèves volontaires, issus des classes de la 2^{nde} à la Terminale du lycée Sainte-Marie de Bagnols-sur-Cèze, participe aux actions de « l'Atelier Défense Citoyenneté », créé en 2014, en collaboration avec le 1^{er} REG de Laudun-L'Ardoise.

Ces étudiants participent régulièrement à des actions citoyennes, aux commémorations patriotiques du 11 novembre et du 8 mai, en portant les drapeaux et les gerbes.

Le responsable de « l'Atelier Défense Citoyenneté », souhaite obtenir une subvention pour l'aide à l'achat d'un baudrier, de gants et divers matériels pour les élèves présents lors des prochains défilés patriotiques.

Il est proposé d'attribuer à l'OGEC du lycée Sainte-Marie une subvention de 200€.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Raymond MASSE : L'OGEC c'est l'Organisation de Gestion de l'Enseignement Catholique créé en 1919. Il faut dire que maintenant les anciens combattants commencent bien à vieillir, ils ne peuvent plus porter les drapeaux donc avec le Président des anciens combattants nous avons vu avec l'école Sainte-Marie et ce sont les élèves qui porteront les drapeaux, de façon à ce que le devoir de mémoire perdure sur Bagnols et j'y tiens personnellement.

Jean-Yves CHAPELET : Je pense que pour avoir rencontré quelques personnes qui viennent régulièrement aux commémorations, on peut être fier du travail que vous faites pour le devoir de mémoire.

Claudine PRAT : « l'Atelier Défense Citoyenneté », ce sont les jeunes qui ont participé au dernier conseil ? Vous avez eu des retours ?

Jean-Yves CHAPELET : Non, là vous parlez des cadets de la République. J'ai eu des retours, ils étaient très contents de comprendre l'exercice qui se déroulait ici et je pense qu'ils étaient très contents de partir. Je les ai félicités parce qu'ils n'ont pas bougé. Je vous remercie. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Association « Bridge Club Bagnols-Marcoule » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Bridge Club Bagnols-Marcoule » est une association accueillant des séniors pour de l'initiation et de la pratique en compétition du jeu de bridge, en toute convivialité. Elle compte à ce jour 147 adhérents.

Actuellement le club accueille un joueur ayant des troubles de la vision et pour qu'il puisse pratiquer, le club doit se munir de cartes spécifiques.

La commune souhaite aider l'association dans sa démarche de proposer son activité à tout public le souhaitant.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 150 € à l'association « Bridge Club Bagnols-Marcoule » pour qu'elle puisse s'équiper de cartes spécifiques pour joueurs atteints de troubles de la vision.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Convention de renouvellement du quartier des Escanaux dans le cadre du NPNRU**

1/Note synthétique de présentation :

Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier des Escanaux a été signé le 17 mars 2017. Ce protocole a permis d'engager et de financer des études diverses débouchant sur une stratégie de réaménagement globale du quartier, concernant notamment les volets habitat, espaces publics, équipements, mobilité et développement économique. Cette stratégie de renouvellement urbaine est conduite de manière intégrée et cohérente avec d'autres projets structurants :

- Action Cœur de ville
- Rénovation lourde de la salle de spectacle de la Pyramide
- Construction du Musée Albert-André sur le site des Cèdres
- Pôle d'Echange Multimodal de la gare

La convention pluriannuelle de renouvellement urbain, arrêtée au terme d'un travail partenarial dense, prévoit le financement de travaux sur la période 2019–2024. Une maquette financière recense les opérations retenues dans ce phasage 2019-2024 et financées par l'ensemble des partenaires et sert de trame aux maîtres d'ouvrage dans le cadre de leur plan d'investissements respectifs.

Il est à noter que les travaux du NPNRU ont été menés de concert avec d'autres politiques publiques pilotées par la communauté d'agglomération du Gard rhodanien :

- le Contrat de ville du Gard rhodanien,
- le Programme Local de l'Habitat,
- la Conférence Intercommunale du Logement.

Quelques chiffres :

- Coût global du NPNRU sur la période 2019-2024 (en valorisant tous les projets) = 39M€
 - dont coût des projets concernant l'aménagement d'espaces publics et à la construction/rénovation d'équipements publics : 22M€
 - dont coût des projets concernant l'habitat : 16M€
- Dotation ANRU après demande de rééquilibrage : 4.5M€ dont 3.8M€ de subvention (+364 000€)
- La dotation ANRU s'accompagne de financements de l'ensemble des partenaires locaux, c'est l'effet levier.

- Opérations portées directement par la mairie de Bagnols-sur-Cèze au sein du quartier des Escanaux : 9M€
 - financement de la Région Occitanie : 1.9M€
 - financement du Département du Gard : 0,5M€
 - financement ANRU : 0.7M€
 - financement Agglo : 0.2M€
 - financement de l'Etat hors ANRU : 1.2M€
 - financement ATI FEDER = 1.2M€
- Total des recettes = 5.7M€ soit 63% de co-financement

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Christian ROUX : J'aurais une question sur les financements de ces projets dont vous avez énumérés les différents partenaires et leurs participations. Si j'ai bien compris, c'est 63% de co-financement donc il reste 37% ce qui ferait une somme de 33M€. Ma question est qui va payer les 33M€ ? Ma deuxième porte sur le volet sur lequel je reproche souvent de ne pas avoir de vision. Là il y a une vision, il y a un projet, il y a eu des études de faites. Comment associez-vous les habitants des différents quartiers au-delà du conseil citoyen ? Comment faites-vous participer la population et comment vous projetez-vous par rapport à cela ?

Jean-Yves CHAPELET : Sur l'ANRU, les 22M€ et les 16M€, je rappelle que ce sont deux sujets différents. Un qui va à Habitat du Gard et qui est sous forme de prêts bonifiés et un qui a plutôt une destination communale et qui est sous forme de subvention. L'État fait des prêts bonifiés à Habitat du Gard et Habitat du Gard, après, à travers ses reconstructions, ses loyers, travaille là-dessus. Nous, nous sommes impactés directement par les 16M€ qui sont en deux phases et comme vous avez pu le voir, les subventionnements c'est soit la Région Occitanie, soit le Département, soit les fonds de l'Europe, soit le financement Agglo, soit le financement de l'État hors ANRU et donc une partie ATI FEDER et une partie qui nous revient.

Donc, aujourd'hui, nos financements sur la phase 1, je parle bien de la phase 1, c'est 2.2 millions d'investissements sur cinq ans à charge de la commune, mais enfin maintenant sur 4 ans parce que l'on vient d'en consommer une. J'ai répondu à votre question ?

Christian ROUX : Oui. J'ai une question complémentaire concernant votre intervention cet été, votre colère par rapport aux financements prévus.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais laisser parler Mme Prat et revenir sur le sujet.

Claudine PRAT : Je voulais poser une question sur l'importance que représente les prêts auprès des bailleurs, ce sont des choses qui sont déjà validées, sur lesquels ils auront un accord ?

Jean-Yves CHAPELET : La convention ANRU sera officiellement signée par le Président de l'Agglo, le Maire de Bagnols, la Conseillère Régionale ou la Présidente de Région et le Président d'Habitat du Gard. Aujourd'hui, ce plan de financement est validé par toutes les parties et donc pour finir sur la partie des prêts à destination d'Habitat du Gard, c'est validé.

Claudine PRAT : D'accord.

Jean-Yves CHAPELET : Sur le programme, je ne pense pas que le Président d'Habitat du Gard signe s'il n'est pas d'accord.

Claudine PRAT : C'est un programme très ambitieux, ce qui est peut-être encore plus ambitieux c'est le délai dans lequel il est prévu parce que cinq ans c'est court pour tout faire. Je veux dire au regard des difficultés que l'on a eues pour faire 8 petites maisons à Bazine.

Jean-Yves CHAPELET : Ce sont 2 dossiers différents.

Claudine PRAT : Je sais que ce sont 2 dossiers différents mais les délais de réalisation sont toujours ...

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que pour la partie ANRU, il ne s'agit que de déconstruction principalement dans la phase 1 et même quasiment dans la phase 2. Il n'y a pas d'obligation de reconstruire. La seule chose où l'on pourrait être en retard sur cinq ans, c'est sur la capacité de la commune et de l'Agglo à réaliser les projets d'aménagement urbain.

Claudine PRAT : Donc, il y a de la déconstruction de logements sociaux et de la reconstruction ?

Jean-Yves CHAPELET : Pas sur le territoire.

Claudine PRAT : Pas sur le territoire ?

Jean-Yves CHAPELET : Pas sur le territoire de la commune parce que, tout simplement, nous avons déjà reconstruit et je vous rappelle que, la Coronelle, ce qui est en train de se faire est dans le cadre du PLH à travers l'Agglomération et que la reconstruction dans le cadre du PLH se fait sur l'ensemble de l'Agglomération, entre autres avec Pont-Saint-Esprit qui est en retard, Laudun qui est en retard et il s'en fait aussi dans les villages aujourd'hui.

Claudine PRAT : Pour la commune je sais que l'on ne va refaire qu'à 20% au lieu des 25% réglementaires qui sont déjà largement atteints.

Jean-Yves CHAPELET : Pas largement, qui sont atteints. On n'a fait ni plus, ni moins.

Claudine PRAT : Ce que je veux dire c'est que le taux de logements sociaux à Bagnols a largement atteint ses obligations donc l'objectif n'est pas de ramener à 25%.

Jean-Yves CHAPELET : Si, puisqu'on ne fait que de la déconstruction.

Claudine PRAT : Ok.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous invite tous à la signature de la convention qui aura lieu le 29 janvier en présence du Préfet, du Président de l'Agglomération, du Président d'Habitat du Gard, du Député et puis du Maire de Bagnols. Cette convention va changer le quartier des

Escanaux. Tout à l'heure vous parliez du « Cœur de Ville », c'est grâce à ces deux opérations qui sont concomitantes, que l'on va être en mesure de bien changer la physionomie, à la fois des Escanaux et de tout ce qui touche aux Escanaux, à savoir la zone Monoprix, la partie du futur musée, la place Léon-Jouhaux. Si j'ai piqué un coup de gueule au mois de juillet, c'est parce que j'avais l'impression, excusez-moi c'est un peu trivial mais, j'avais l'impression que l'on n'était pas écouté. Alors on n'était pas écouté pour plusieurs raisons, d'abord on est un petit ANRU, on fait partie des plus petites villes de France concernées par la rénovation urbaine et puis j'avais l'impression qu'on nous avait fait faire un super projet urbain et ce n'est pas que moi qui le dis, le Préfet de Région aussi, le Préfet du Gard aussi et d'ailleurs, je rends hommage à notre chargé de mission dont je ne dirai pas le nom ici, mais qui est quelqu'un qui s'est énormément investi ainsi que les équipes qui m'entourent, M. Rieu, Mme Graziano, les riverains à travers le conseil citoyen mais aussi des rencontres sur le territoire, l'ouverture de la Maison du projet où les gens sont venus s'exprimer, des ateliers. Je suis allé assister à certains de ces ateliers, c'était surréaliste parce que c'était d'une richesse absolue, je pense que chaque mot était constructif. Il y a eu une vraie concertation. Après mon coup de gueule, j'attendais le retour bien sûr et je vais rendre hommage au Député et au Président de l'Agglo parce que l'on a eu un vrai soutien par une rencontre avec le Préfet de Région au cours de laquelle, nous avons pu nous exprimer, lui dire que certaines choses avaient été mal arbitrées. Ensuite, M. le Député vous l'avez fait de façon plus directe et plus confidentielle et ça s'est terminé chez le Ministre Denormandie. Dire les choses c'est bien mais quand on a des engagements écrits c'est mieux. Ce fut une rencontre vraiment riche avec quelqu'un que je ne connaissais pas, mais qui a été attentif, qui a bien écouté ce qu'on lui disait, qui avait lu le dossier qui avait été constitué. Aujourd'hui, le dossier est validé, on en touchera même un peu plus qu'on ne comptait. Je vous explique pour faire simple, deux volets nous intéressaient. Le 1^{er} volet comporte une partie prêts bonifiés et une partie subventions, à savoir 60% de prêts bonifiés et 40% de subventions. On a réussi à récupérer ces chiffres, c'est hyper important parce qu'on a retrouvé notre enveloppe initiale sur la somme qui était dédiée à l'aménagement urbain. La 2^{ème} chose, je vous ai parlé de phase 1 et de phase 2, qui comporte une clause de revoyure en 2022 sur la dernière partie des arbitrages et pour laquelle nous avons déjà une lettre d'engagement, un programme fléché. On est passé au comité d'engagement régional le 4 décembre et tout ce que je viens de vous dire a été validé. En fin de compte on a réussi à retrouver nos financements mais en plus dans la clause de revoyure on est déjà identifié avec toute une série d'actions où l'État se porte garant de son financement. Donc, tout va bien, ça valait bien un coup de gueule.

Anthony CELLIER : Effectivement, il y a le coup de gueule de M. le Maire qui permet, à un moment donné, de fédérer l'ensemble des acteurs qui n'étaient pas insensibles en amont à cette difficulté que rencontrait la commune. Je dirais que cela a servi d'accélérateur et la finalité c'est, effectivement, notre rencontre au Ministère du logement avec Julien Denormandie qui a amené une parole supplémentaire et une concrétisation écrite, plus les engagements à l'horizon 2022. Je trouve que l'on est sur une belle trajectoire. Notre plaidoirie n'était pas compliquée, c'est de faire en sorte que les Escanaux ne soient pas un quartier délaissé de Bagnols-sur-Cèze, au contraire, que le quartier des Escanaux fasse partie entièrement du développement et du Vivre Ensemble qui est très cher à notre président d'Agglomération. Donc c'est ouvrir, finalement, ce quartier à la commune, ouvrir le quartier à l'ANRU sur Bagnols-sur-Cèze, en faire un véritable lieu de vie. Je suis très content d'avoir

contribué comme je le fais sur les 49 autres communes de la circonscription, tout particulièrement sur celle-ci qui est et la mienne et de cœur.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Demande de subvention pour le projet d'aménagement de l'allée des jeux et de la zone des Cyprès (quartier des Escanaux) dans le cadre de l'ATI FEDER 2014-2020**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre du Contrat ATI FEDER 2014-2020 porté par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, la ville de Bagnols-sur-Cèze bénéficie de subventions européennes afin de porter des projets d'amélioration du cadre de vie sur son territoire et notamment au sein des quartiers prioritaires de la ville.

Dans ce contexte, les opérations suivantes ont d'ores et déjà été financées pour un montant total de subvention de 382 006 € :

- aménagement du pôle de services : 83 769 € (60% du coût du projet),
- aménagement de deux citystades aux Escanaux et à la Citadelle : 54 747 € (60% du coût du projet),
- aménagement d'un square, quartier de la Citadelle : 41 490 € (60% du coût du projet),
- aménagement d'un tronçon de voie douce, quartier de la Citadelle : 80 000 € (56% du coût du projet),
- modification de l'éclairage urbain à Bagnols-sur-Cèze : 122 000 €.

Aujourd'hui, l'enjeu est de poursuivre la mobilisation de crédits ATI FEDER dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain des Escanaux. Par ailleurs, dans le cadre de la clôture du contrat ATI 2014-2020 en cours, il est possible de mobiliser des reliquats de crédits non consommés à l'échelle de la Région Occitanie.

Aussi, au sein du quartier des Escanaux et de manière corrélée avec le réaménagement de la place Léon-Jouhaux (abords de l'école Jules-Ferry), il est pertinent de déposer un dossier de demande de subvention au titre du Contrat ATI FEDER 2014-2020 pour le financement de l'aménagement de l'allée des jeux (le long du stade, entre la maison du projet et la place Léon-Jouhaux) ainsi que le réaménagement des zones de jeux situées au rez-de-chaussée de la résidence des Cyprès.

Pour ce projet, évalué à 507 867€, les crédits ATI FEDER seraient mobilisés à hauteur de 60% du coût de l'opération, soit 304 720 €. La mise en œuvre du ce projet aurait lieu de mai à décembre 2020.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Denis RIEU : C'était parce que l'on a été efficace et que l'on utilisait les crédits que l'on a pu bénéficier, aussi, de crédits qui restaient, qui n'avaient pas été utilisés et donc on va les utiliser rapidement.

Jean-Yves CHAPELET : Je voulais remercier la direction des Grands Projets Urbains parce que les crédits ATI FEDER je crois que c'est la pire « usine à gaz » que je connaisse. C'est très compliqué entre le tableau croisé de la Région et le tableau croisé de l'Europe. Nous avons appris à maîtriser cette complexité, les techniciens sont rompus à cet exercice et c'est parce qu'on est rompu à l'exercice que l'on est allé chercher ce qu'on appelle des « queues de crédits » et que l'on a pu en bénéficier, surtout quand les opérations sont subventionnées à 60%.

Claudine PRAT : S'il y a des « queues de crédit » comme vous le dites, est-ce que c'est parce qu'il y a moins de demandes que de budget ?

Jean-Yves CHAPELET : Non. C'est à dire que l'Europe met en place une enveloppe et après on se porte candidat au projet. Donc, il y a des enveloppes qui sont réservées par secteur, par agglomération et après il y a une deadline pour les consommer donc il faut suivre en permanence la consommation qui a été faite au niveau de la Région et quand l'enveloppe n'est pas consommée, la Région vous dit qu'il reste tant.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ?

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Dotation Politique de la Ville 2019 – Demande de subvention pour des travaux d'amélioration de l'école Jules-Ferry**

1/Note synthétique de présentation :

Pour la première année en 2019, la ville de Bagnols-sur-Cèze est éligible à la Dotation Politique de la Ville, dispositif national qui permet de financement des opérations d'investissements pour l'amélioration du cadre de vie au sein des quartiers vulnérables.

Lors de sa séance du 13 avril 2019, le Conseil municipal a délibéré pour trois demandes de subvention dans le cadre de la DPV 2019 :

- aménagement de la place Léon-Jouhaux (abords de l'école Jules-Ferry),
- réfection du stade des Escanaux,
- amélioration de locaux scolaires au sein de l'école Jules-Ferry permettant notamment l'implantation des services de l'Inspection Académique.

Ces trois demandes de subventions ont toutes reçues un traitement favorable des services de l'État avec une dotation globale octroyée de 966 215 €.

Aujourd'hui, dans le cadre d'un dégel de crédits DPV complémentaires, la Préfecture du Gard invite la Mairie de Bagnols-sur-Cèze à solliciter une nouvelle subvention permettant de programmer un quatrième chantier. De ce fait, il a été décidé de poursuivre les travaux d'amélioration des locaux de l'école Jules-Ferry afin de conforter les travaux engagés cet été.

Le taux de subvention s'élevant à 80%, un montant de 200 000 € HT de travaux pourra être engagé afin de solliciter une subvention complémentaire de 160 000 €. Ceci porterait alors le montant global de la DPV 2019 à 1 116 215 €.

Ces travaux auraient lieu durant le 1^{er} semestre 2020.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Denis RIEU : Là aussi c'est grâce à l'efficacité des services que l'on peut aller chercher ces financements parce qu'il faut le faire immédiatement.

Claudine PRAT : Une question pratique, en général ces dotations sont versées, à postériori, après les travaux ? Longtemps après ?

Jean-Yves CHAPELET : Systématiquement pour toutes les dotations de l'État, vous finissez, vous faites la fin de chantier, vous demandez le versement et on vous verse à la fin.

Claudine PRAT : Donc la trésorerie est impactée.

Jean-Yves CHAPELET : C'est une règle générale. Là où vous avez raison, c'est sur des gros projets tels que l'église où il faut prévoir la ligne de trésorerie qui va avec. Régulièrement ce que nous faisons quand il y a de gros projets, ce sont des versements intermédiaires.

Jean-Pierre NAVARRO : J'aurais besoin d'une petite précision car je n'arrive pas au même résultat que vous sur cette question. C'est sûrement la vilaine faute d'orthographe qui se trouve en plein milieu de la page qui me trouble.

Dans un 1^{er} temps, vous recevez une somme de 966.215 €, on est bien d'accord ? Ensuite, par un tour de passe-passe, vous avez une petite rallonge de 160.000 €.

Jean-Yves CHAPELET : Non, attendez, ce n'est pas un tour de passe-passe. Si vous avez écouté ce que l'on vient de dire c'est que, à un moment donné, l'État nous accorde 160.000 € en plus à consommer. Ce n'est pas un tour de passe-passe, ce n'est pas un jeu d'écriture, ce sont juste des gens qui nous disent « vous avez été efficaces, vous avez consommé, il nous reste de l'argent, on vous le donne ». Je ne suis pas un magicien, je ne fais pas mentir les chiffres, je ne fais que des choses transparentes.

Jean-Pierre NAVARRO : Je retire ma vilaine boutade. Nous partons donc de 966.215 € auxquels s'ajoutent 160.000 €. Vous arrivez à un total de 1.116.215 €.

Jean-Yves CHAPELET : Non, on arrive à 1.126.215 €.

Jean-Pierre NAVARRO : Il est porté sur le papier que j'ai sous les yeux, 1.116.215 €.

Jean-Yves CHAPELET : Comment ça se fait ? Ce n'est pas vrai, on vous en veut.

Jean-Pierre NAVARRO : Sûrement.

Jean-Yves CHAPELET : Mais non, il y a une erreur. Je vous taquine.

Jean-Pierre NAVARRO : Je vous remercie, donc on est bien d'accord là-dessus et j'ai bien compris pour une fois.

Jean-Yves CHAPELET : Vous ne m'en voulez pas, c'était pour vous taquiner.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 13

Rapporteur : V. POUTIER

Objet : **Projet d'acte de constitution d'une servitude de passage au profit d'une parcelle située Rue du Caporal Gayte**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération n° 012/2019 du 16 février 2019, le Conseil municipal a approuvé la cession de la parcelle cadastrée CD 545 d'une superficie de 380 m² au profit de la SCI FINIMMO au prix de 135 500 €.

Afin de réduire le nombre d'accès à réaliser sur la Rue du Caporal Gayte et ainsi limiter leur impact sur la circulation et le stationnement des bus scolaires, il paraît opportun qu'il ne soit créé qu'un seul accès pour desservir les parcelles CD 545 et CD 546. Par conséquent, il est proposé de constituer une servitude d'accès à la parcelle CD 545 sur la parcelle communale CD 546. Un premier projet de cette convention a été préparé et pourra faire l'objet d'adaptation.

La servitude à constituer sur la parcelle communale cadastrée CD 546 est décrite comme suit : *le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule. Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.*

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de trois (3) mètres tout le long de la limite Ouest du fonds servant et sur une longueur de 16,51 mètres.

Cette servitude est constituée à titre réel, perpétuel et moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 1 000,00 € à la charge du propriétaire du fonds dominant.

Cette servitude sera établie par acte notarié dont les frais seront à la charge de la SCI FINIMMO.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'acte de constitution de servitude de passage, à titre gratuit, aux conditions sus-énoncées, au profit de la parcelle cadastrée CD 545 située Rue du Caporal Gayte,
- de décider que les frais notariés soient à la charge de la SCI FINIMMO,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019.

Vincent POUTIER : Il s'agit d'un projet d'acte de constitution d'une servitude de passage au profit d'une parcelle située rue du Caporal Gayte afin de limiter le nombre d'entrées sur la rue.

Claude ROUX : Lors de la délibération sur la vente de ce terrain, j'avais voté contre parce que c'est une enceinte sportive qui doit rester au sport mais la vente a été réalisée, donc je me vois dans l'obligation de voter pour, on ne peut pas les laisser avec un mur fermé.

Jean-Pierre NAVARRO : Je comprends mal votre projet. Il ne faut pas perdre de vue que la rue du Caporal Gayte (jeune Bagnolais mort pour la France en Algérie, à qui je rends hommage), cette rue est fractionnée en deux sur toute sa longueur. La partie la plus importante va du parking aux bus scolaires. Des milliers d'étudiants, je peux en témoigner, transitent quotidiennement par cette rue. Il reste peu de place pour les automobilistes et les risques d'accidents sont réels. En attribuant un droit de passage sur cette petite rue, vous aggravez encore la situation. Votre solution comporte trop de risques pour que je la soutienne.

Claudine PRAT : En fait, on va créer une entrée commune sur deux parcelles par convention. Au niveau du PLU est ce que c'est quelque chose qui peut être validée ?

Jean-Yves CHAPELET : Il n'y a aucun souci au niveau du PLU. Là c'est de l'acte notarié.

Claudine PRAT : On ne craint pas d'avoir quelqu'un qui voudrait séparer sa parcelle en deux en ne créant qu'une seule entrée.

Jean-Yves CHAPELET : Ce que l'on vous propose c'est de l'acte notarié. Le PLU ne rentre pas dans ce type de démarche. Le PLU que vous connaissez, donne des règles d'urbanisme.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? **2 oppositions** (JP Navarro, AM Aymeric procuration à JP Navarro) - Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à la majorité.

Question n° : 14

Rapporteur : V. POUTIER

Objet : Renouvellement de l'action « Opération façades » pour l'année 2020

1/Note synthétique de présentation :

Depuis de nombreuses années la Commune accompagne sa politique d'embellissement du centre-ville et de ses abords en incitant les propriétaires à engager des travaux de ravalement de façades de leurs immeubles ou locaux commerciaux par l'attribution de subventions municipales.

Le « Site Patrimonial Remarquable » (ex-Z.P.P.A.U.P.) englobant le centre ancien et ses abords contribue à protéger et à mettre en valeur les immeubles compris dans ce périmètre mais augmente, dans certains cas, le coût des travaux de restauration.

La Commune entend donc continuer en 2020 à soutenir les actions spontanées de ravalement de façades par l'octroi de subventions aux maîtres d'ouvrage.

Les montants des subventions précitées seront calculés selon les modalités suivantes :

➤ **Travaux de simple badigeon** : 8 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 400 €. Seuls les travaux de badigeon sont subventionnables.

➤ **Travaux de ravalement** : 16 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux d'enduit sont subventionnables.

➤ **Travaux de rejointoiement de pierres de taille** : 16 €/m² de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux de rejointoiement sont subventionnables.

➤ **Éléments architecturaux remarquables** : une aide complémentaire pourra être attribuée dont le montant sera évalué en fonction de l'importance de l'intervention et de son coût.

➤ **Remplacement d'une antenne parabolique par une antenne satellite plate de faible dimension** : 50 % du coût hors taxes de fourniture et de pose, avec un maximum de 100 € par antenne parabolique remplacée.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019.

Vincent POUTIER : C'est exactement la même délibération que vous avez adoptée l'an passé. On vous la repropose cette année, c'est probablement la dernière fois car dans le cadre des projets « Cœur de Ville » c'est un sujet qui va être complètement revisité et refondé. Ceci étant, dans l'attente de la fin des études dans le cadre du projet « Cœur de Ville » on vous propose de prolonger le dispositif et de le revoter dans des termes identiques à ce que vous avez adopté l'année dernière avec les mêmes tarifs que l'année dernière.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 15

Rapporteur : R. SALGUES

Objet : **Règlement Local de Publicité de Bagnols-sur-Cèze – Bilan de la concertation – Arrêt du projet**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération en date du 13 avril 2019, le Conseil municipal de Bagnols-sur-Cèze, a prescrit la révision du Règlement Local de Publicité en vigueur sur son territoire depuis 1992.

Bilan de la concertation

La concertation est une composante indispensable, et même obligatoire, de la procédure d'élaboration d'un RLP. La collectivité a donc établi les principes de la concertation avec les acteurs économiques locaux, les professionnels de l'affichage (afficheurs, fabricants d'enseignes), les associations de protection de l'environnement et tout public intéressé.

Les objectifs de la concertation étaient les suivants :

- alimenter la réflexion en rapport étroit avec les réalités locales,
- associer le plus tôt possible les acteurs locaux afin de connaître leurs sensibilités, leurs préconisations.

La Commune a mis à disposition du public un registre de concertation du 13 avril 2019 au 13 novembre 2019. Il était accompagné d'un dossier alimenté au fur et à mesure de la démarche comprenant la délibération initiale, le diagnostic, le débat du Conseil municipal susmentionné ainsi que l'avant-projet de RLP.

Cinq réunions de travail ont été organisées, dont trois avec invitation et représentation de représentants des PPA (DDTM et CCI).

Comme annoncé lors du lancement de la démarche, deux ateliers de concertation ont été organisés à destination respectivement des sociétés d'affichage et associations et des entreprises communales et associations. Ces ateliers ont mobilisé 9 personnes extérieures à la mairie dont 4 sociétés d'affichage (JC Decaux France, Extérieur Média, Agora et De Cecco), la présidente de l'association Bagnols commerces et deux représentants de l'association bagnolaise des commerçants dont le vice-président, également élu à la CCI.

L'avant-projet de RLP a ensuite été adressé par courriel à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et aux personnes qualifiées (représentants des afficheurs, associations...) pour avis.

Enfin, une réunion de travail à laquelle l'ensemble des Personnes Publiques Associées était invité a permis de faire le bilan de la concertation, procédant aux derniers arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la présente délibération.

Le présent bilan, accompagné en annexes de toutes les pièces justificatives de la concertation (Extraits registre, présentations en atelier de concertation, comptes rendus de réunions, courriers, articles sur le site internet et dans le bulletin municipal, tout document attestant de la nature et de l'objet de la concertation réalisée...) sont réunis dans un dossier qui constituera une des pièces du dossier d'enquête publique.

Contenu du projet de RLP

Le projet de RLP proscrit la publicité et les pré-enseignes scellées au sol sur la majorité du territoire, à l'exception des zones d'activité en agglomération et des pré-enseignes dérogatoires hors agglomération. Il interdit en outre, toute forme de publicité dans le périmètre de la ZR1, compris dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable, sauf sur le mobilier urbain.

Des dispositions qualitatives pour les enseignes sont prévues pour l'ensemble du territoire, en distinguant commerces en rez-de-chaussée des habitations et bâtiments d'activité.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le bilan de la concertation mise en œuvre à l'occasion de l'élaboration du projet de règlement local de publicité, dont les modalités correspondent à celles qui ont été définies par la délibération du Conseil municipal prescrivant l'élaboration du RLP,
- d'arrêter le projet de règlement local de publicité de la commune de Bagnols-sur-Cèze tel qu'il est annexé à la présente,
- de préciser que la présente délibération et le projet de règlement local de publicité seront transmis pour avis :
 - à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du règlement local de publicité,
 - aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en feront la demande,
 - aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.
- de préciser que la présente délibération est affichée, conformément aux dispositions des articles R. 153-21 et R. 153-22 du Code de l'urbanisme, pendant un mois, en mairie de la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019.

Rémy SALGUES : Il s'agit de la 3^{ème} délibération concernant ce projet de RLP que nous avons lancé le 13 avril 2019. Faisons un petit peu le bilan de cette 1^{ère} phase de concertation qui fait partie du processus.

Les objectifs étaient :

- d'alimenter la réflexion en rapport étroit avec les réalités locales,
- d'associer le plus tôt possible l'ensemble des professionnels et acteurs locaux.

La commune a mis pour cela à disposition un registre entre 13 avril 2019 et le 13 novembre 2019 avec un avant-projet.

Cinq réunions de travail ont eu lieu et là je tiens à remercier Vincent Poutier et Ghislaine Courbey d'y avoir participé avec moi-même. Et donc comme annoncé lors du lancement de la démarche, deux ateliers de concertation ont été également organisés à destination, respectivement, des sociétés d'affichage, des entreprises communales et des associations.

L'avant-projet de RLP ensuite a été adressé par courriel à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et aux personnes qualifiées.

Enfin une réunion de travail à laquelle l'ensemble des Personnes Publiques Associées était aussi invité a permis de faire le bilan de la concertation procédant aux derniers arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la présente délibération.

Donc, aujourd'hui le projet est proposé au Conseil municipal, à savoir :

- d'arrêter le bilan de cette 1^{ère} phase de la concertation mise en œuvre à l'occasion de l'élaboration du projet de règlement,
- d'arrêter le projet de règlement local de publicité de la commune de Bagnols-sur-Cèze,
- de préciser que la présente délibération et le projet de règlement local de publicité seront transmis pour avis :
 - à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du règlement,
 - aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en feront la demande,
 - aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.
- de préciser que la présente délibération est affichée, conformément aux dispositions des articles R. 153-21 et R. 153-22 du Code de l'urbanisme, pendant un mois, en mairie de la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Je terminerai pour dire qu'après ce vote, et après la légalité de la préfecture, nous repartirons à nouveau pour 3 mois de concertation avec les Personnes Publiques Associées, puis l'enquête publique sera ouverte. C'est un dossier que nous devrions terminer vers juillet 2020.

Jean-Yves CHAPELET : Ce règlement été abordé de nombreuses fois. Ce qui était important c'est que nous délibérions avant la fin de l'année. Je vous rappelle que si on n'avait pas délibéré c'était le règlement standard qui s'appliquait sur la commune qui n'aurait pas pu s'adapter au territoire dans toute sa complexité et sa carte de visite, si je peux m'exprimer ainsi. Je voulais vous remercier parce que je sais que ça a été un peu contraint, fastidieux en termes de planning. Vous avez réussi à faire ce que beaucoup de communes aujourd'hui n'ont pas réussi à faire, c'est-à-dire que dans beaucoup de communes en France, c'est le règlement standard qui va s'appliquer et il est beaucoup plus contraint que le nôtre. Derrière, les effets vont être très rapides sur les panneaux 3x4 qui polluent l'entrée des villes et qui vont disparaître à terme. En parallèle, si vous regardez bien dans le détail, il y a beaucoup de

panneaux qui sont à l'entrée et à la sortie de la ville marqués « à louer » parce que les publicistes ont commencé à en prendre conscience et donc ils arrêtent de louer des emplacements à long terme, ils sont plutôt sur des locations à court terme. Dans les mois à venir l'image de nos entrées de ville devrait s'améliorer avec la disparition de ces fameux panneaux sur lesquels nous avons du mal à intervenir.

Claudine PRAT : Un certain nombre d'enseignes se situent sur des sites privés, des façades, ces gens-là auront-ils une obligation de se mettre en conformité ?

Jean-Yves CHAPELET : Ce ne sont pas ces gens là. Ceux qui vont devoir se mettre en conformité ce sont les publicistes. Le panneau que vous pourriez mettre chez vous appartient à un publiciste qui vous verse un loyer. A partir d'aujourd'hui ce n'est plus faisable.

Claudine PRAT : Par exemple, les enseignes qui sont sur les façades de magasins, certaines dans le projet vont être diminuées, réduites ?

Rémy SALGUES : On va mettre en place un règlement. L'idée aussi est d'ignorer, je dirais, la quantité, on marche bien sur la qualité. Bien entendu pour des enseignes très importantes comme Carrefour ou Intermarché, des modifications seront à apporter, mais ça se fera dans le temps bien entendu.

Claudine PRAT : Quelqu'un qui a une enseigne qui dépasse du toit, j'ai vu ...

Rémy SALGUES : Tout à fait. C'est pour cette raison que la concertation est aussi importante parce qu'ils ont pu l'évoquer et il faudra que dans le temps, lors d'un renouvellement de façade, ils reviennent dans la règle.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 16

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : Adhésion au groupement de commandes créé par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour le contrôle de la qualité de l'air intérieur dans certains bâtiments publics

1/Note synthétique de présentation :

L'agglomération du Gard rhodanien va constituer un groupement de commandes pour le contrôle de la qualité de l'air intérieur qui a pour objet la passation, pour le compte des membres du groupement, des marchés de prestations de services afférents à ce contrôle. Ce contrôle répond aux dispositions de la loi portant engagement national pour l'environnement de 2010, qui a rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant un public sensible (art. L 221-8 et R 221-30 et s. du Code de l'environnement).

Sont notamment concernés :

- les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans (crèches, haltes-garderies...),
- les centres de loisirs,
- les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle du premier et du second degré (écoles maternelles, élémentaires, collèges, lycées...).

Le groupement de commandes évite à chaque collectivité de lancer une consultation individuelle et permet d'obtenir des tarifs préférentiels. Compte tenu de la complexité du contenu technique du cahier des charges et de la procédure à conduire, cette démarche s'inscrit dans une logique de simplification administrative et d'économie financière.

A cette fin, une convention constitutive de ce groupement de commandes a été établie. Cette convention prend acte du principe et de la création du groupement de commandes. Elle désigne la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien comme coordonnateur. Cette dernière est notamment chargée de procéder à l'organisation de la procédure de choix des titulaires des marchés de prestations de services.

La convention prévoit que les membres du groupement habilitent le coordonnateur à signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement. A ce titre, la Commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement de commandes. Enfin, la convention prévoit que chaque membre dispose d'un droit de retrait.

En conséquence, il est proposé d'adhérer à ce groupement de commandes et d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien à être le coordonnateur de ce groupement relatif à la passation de marchés de prestations de services pour le contrôle de la qualité de l'air intérieur dans certains bâtiments publics, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la convention.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019.

Claudine PRAT : La loi a prévu de rendre ce contrôle obligatoire dans les établissements recevant un public sensible donc je vois qu'il y a les enfants de – 6 ans, les étudiants mais rien pour les hébergements des personnes âgées ? C'est un petit peu étonnant.

Jean-Yves CHAPELET : Les centres hospitaliers du territoire se sont déjà regroupés en groupement d'achat. Quant à l'EHPAD, alors je vais parler de l'EHPAD du Bosquet, on a intégré directement ces circuits d'achat via l'hôpital. Je ne peux pas parler pour Bonnefond ou Saint-Roch.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 17

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Approbation du Schéma directeur d'assainissement de la ville de Bagnols-sur-Cèze**

1/Note synthétique de présentation :

La commune de Bagnols-sur-Cèze vient de terminer son Schéma directeur d'assainissement eaux usées et pluviales à l'occasion du comité de pilotage final du 12 novembre 2019.

Le schéma directeur eaux usées prévoit des actions planifiées sur dix ans permettant l'amélioration du réseau de collecte des eaux usées. Ces travaux sont principalement associés à des actions de suppression d'arrivées d'eaux parasites et de mise en séparatif des réseaux unitaires.

Le schéma directeur pluvial prévoit quant à lui des actions sur les secteurs sensibles au ruissellement ou débordement d'eaux pluviales. Ces actions ont été recensées et chiffrées sans planification, le schéma sera plus à considérer comme un catalogue d'actions à entreprendre au moment opportun.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse qui a été partie prenante de l'étude de réalisation du Schéma directeur des eaux usées et pluviales de la commune de Bagnols-sur-Cèze est susceptible de financer une partie des travaux prévus dans ce schéma.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 18

Rapporteur : J-Y. CHAPELET

Objet : Transfert de la compétence Eau et Assainissement à la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien.

1/Note synthétique de présentation :

Par application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien exercera les compétences « eau et assainissement » sur l'ensemble de son territoire au le 1er janvier 2020.

La commune doit donc clôturer ses budgets annexes.

Le transfert de compétences entraînant le transfert à l'Agglomération des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que de l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, dont les emprunts, la commune devra ensuite signer avec l'Agglomération les procès-verbaux de mise à disposition nécessaires à la constatation comptable et patrimoniale de ces transferts.

Les services publics de l'eau et de l'assainissement, en tant que service public industriel et commercial (SPIC), sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives aux SPIC dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers. C'est pourquoi il est admis que les résultats budgétaires des budgets annexes communaux, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie à l'Agglomération qui reprend la compétence. Ce transfert doit alors donner lieu à délibérations concordantes de la communauté et des communes concernées.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver, sous réserve de l'adoption d'une délibération concordante de la Communauté d'agglomération, le transfert au profit de l'Agglomération des résultats de fonctionnement et d'investissement apparaissant aux budgets annexes 2019 de l'eau et de l'assainissement de la commune avant sa clôture, ainsi que les restes à recouvrer et à payer.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 décembre 2019.

Jean-Pierre NAVARRO : Je suis un peu inquiet pour vous parce qu'à force de transférer toutes vos compétences, vous allez finir par vous retrouver au chômage.

Jean-Christian REY : Pour rassurer les inquiétudes, l'eau c'est un grand cycle. Aujourd'hui dans l'Agglomération on va voir de GEMAPI jusqu'à l'eau et l'assainissement, ce qui permet d'avoir une vision globale sur le sujet, c'est intéressant. Mais cette nuit la Cèze est montée, il a fallu veiller toute la nuit et le maire a fait partie du staff pour d'abord fermer la passerelle

vers 17h hier soir, pour savoir à quelle heure on pouvait la réouvrir parce que la décrue est lente et que le pic du Rhône était à minuit et que grâce, justement, à ce système on arrive à être réactif. Donc, je pense qu'il a encore de longues soirées à être très pris même si le transfert s'opère. Voilà, c'était simplement pour vous rassurer et vous dire que cette compétence là est très importante parce que l'eau c'est vital, c'est aussi le risque et j'imagine que celles et ceux qui ont été obligés d'emprunter un itinéraire bis parce que la passerelle était barrée, elle l'est encore ce matin et la Cèze descend mais très très lentement parce que le Rhône est très gros.

Et puis dernier point, j'en profite que j'ai la parole, pour vous dire que dans le cadre de l'organisation un peu générale, il y a un SCOT avec la réunion publique qui s'ouvre le 6 janvier qui se fermera le 7 février où tout un chacun est invité dans les locaux de l'Agglo de 8h du matin jusqu'à midi et de 13h30 jusqu'à 17h00, sauf le vendredi jusqu'à 16h30, à venir déposer tout ce qu'il souhaite et notamment sur ces sujets là.

Jean-Yves CHAPELET Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? – **2 abstentions** (JP Navarro, AM Aymeric procuration à JP Navarro)

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Il n'y a pas de décisions du maire parce que le dernier conseil datant du 23, je n'ai pas pris de décisions sur cette courte période.

Je vous remercie, je vous souhaite à tous de passer de bonnes fêtes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h.**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

